



Échos du monde musulman N° 246

15 janvier 2015

Site : yvesmontenay.fr - @ymontenay

Charlie ?

Nous n'avons pas vocation à répéter la presse française, mais à parler des répercussions chez les musulmans de France et de l'étranger.

La presse francophone du Sud, et même parfois arabophone (Maroc) a tenu des propos identiques à ceux de la presse française. Des déclarations et des rassemblements ont eu lieu en de nombreux endroits pour appuyer la France, et nous avons tous remarqué le drapeau tunisien brandi place de la République.

Du côté des États comme des opinions publiques, l'appui unanime vient à mon avis d'une solidarité face aux attaques terroristes qui menacent, encore plus que la France, tous les pays musulmans, Arabie comprise. Cet appui ne vient pas d'une tolérance envers les caricatures mettant en scène Mahomet, qui, au contraire, ont fait l'objet de commentaires désapprouvés. Le numéro de Charlie Hebdo du 14 janvier a d'ailleurs été interdit au Maghreb, au Sénégal et probablement ailleurs. La sortie de ce numéro a probablement ravivé les incompréhensions.

En France, les débats ont été l'occasion de constater qu'une partie des musulmans faisaient passer l'ordre public et les libertés avant d'autres considérations. Cela à la surprise d'une partie de l'opinion française qui en doutait.

Cela n'empêche pas des réactions très minoritaires (des dizaines de cas d'après le ministère de l'Éducation nationale) mais vives de certains jeunes musulmans, par exemple pendant la minute de silence dans les classes. Il faut dire que pour de fervents croyants, chrétiens, juifs ou musulmans, l'exemple de Charlie Hebdo n'était pas le plus facile pour illustrer la nécessité de la liberté de la presse.

Enfin, sur le plan purement théologique, la représentation du prophète n'est pas un interdit, de même que le voile n'est pas une obligation religieuse. Sans entrer dans des querelles de spécialistes, disons que le simple fait que certains pays musulmans à certaines époques aient diffusé des images Mahomet, ou étaient peuplés de femmes non voilées, montre bien que ces obligations ne sont pas « sacrées ». Par contre le fait social que les croyants en soient aujourd'hui convaincus s'impose en pratique. Nouvelle illustration de l'importance la liberté de discussion.

Rechute entre l'Inde et le Pakistan

Le nouveau gouvernement indien avait fait un geste d'ouverture envers le Pakistan. Mais le cycle des violences entre les deux pays a repris :

- d'une part le Pakistan, ou du moins certains services de son armée, appuie les séparatistes du Cachemire indien (qui n'est pas hindou, mais musulman, et donc « devrait » faire partie du Pakistan, je simplifie bien sûr),

- d'autre part l'Inde réagit violemment à ce qu'elle pense être des infiltrations terroristes venant du Pakistan faire des attentats en zone hindoue, comme à Bombay naguère,

et estime là aussi qu'au moins certains services de l'armée pakistanaise encouragent ces actions contre « l'ennemi indien ». Mais est-ce toujours exact au moment où l'armée pakistanaise semble moins favorable aux djihadistes ?

Comme l'Inde et le Pakistan sont rivaux en Afghanistan, le second servant de base arrière aux talibans, ce regain de tension ne va pas simplifier la situation dans ce dernier pays.

Divines surprises

J'ai souvent parlé dans cette lettre de la catastrophe qu'étaient les subventions à l'énergie, et notamment aux carburants, qui ne profitent pas aux plus pauvres, gaspillent une matière précieuse et plombent les budgets nationaux, qui ne peuvent donc plus prendre en charge des questions beaucoup plus importantes. Et je ne voyais pas comment on pourrait s'en sortir, au vu des émeutes chaque fois qu'on a voulu y toucher.

La baisse des prix du pétrole vient enfin de le permettre à au moins deux gouvernements déterminés : l'Indonésie et le Maroc. Des sommes colossales de subventions ont disparu, sans que les prix s'envolent. Bien sûr si les cours remontent ce sera douloureux, mais pour l'instant c'est un sacré ballon d'oxygène.

Et, au Maroc, il a plu ! Les barrages sont pleins, ce qui est excellent mais, du coup, ils ne peuvent être utilisés contre les inondations qui ont été catastrophiques. L'agriculture devrait faire une très bonne année, et si on ajoute à cela la baisse du prix du pétrole, l'économie marocaine devrait afficher une belle croissance cette année (7 % ?). À l'inverse la situation algérienne vire au cauchemar au fur et à mesure de la continuation de la baisse des prix.

Ah ? Nous sommes Berbères ?

(Je vais utiliser ici le terme « berbère » en usage en France, alors qu'au Maghreb il est concurrencé avec un certain succès par le terme Amazigh, « homme libre » en berbère)

D'un point de vue maghrébin courant, un Berbère est un concitoyen parlant une langue « berbère » et non pas l'arabe dialectal local, du moins en famille. En général il est originaire d'une zone montagneuse qui a mis ses ancêtres à l'abri des invasions arabes. Donc des régions pauvres, mal scolarisées, que l'on doit quitter pour des travaux non qualifiés chez les « Arabes » des vallées, des plaines et des villes, voire en France, où les Kabyles sont nombreux.

Bien sûr il y a d'innombrables cadres et dirigeants d'origine berbère, mais ils n'agissent pas en tant que tels et, au Maghreb, leurs fonctions s'exercent en arabe ou en français, parce que c'est le cadre existant, et notamment parce que leurs langues ne sont pas officielles.

Je ne vais pas entrer aujourd'hui dans ce problème récurrent et longtemps nié, mais signale l'évolution psychologique suivante : de plus en plus de Maghrébins « arabophones » prennent conscience qu'ils ne descendent pas des Arabes, envahisseurs relativement peu nombreux, mais des Berbères (les analyses génétiques sont claires à ce sujet). Les commémorations commencent à le rappeler au grand public, telles celles des grands rois berbères Jugurtha et Massinissa à l'époque romaine. Toutefois l'histoire préislamique demeure peu enseignée, sauf en Tunisie, qui aime rappeler les grandes heures de la Carthage punique puis romaine (par ailleurs opposée aux Berbères, mais ne compliquons pas).

C'est dans ce contexte qu'il faut situer les controverses autour de la non-reconnaissance de la fête nationale de Yennayer, le nouvel an berbère (12 janvier), et la déclaration suivante : *« il faut peut-être rappeler que Yennayer en est un référent identitaire, culturel et historique propre et commun à tous les Algériens. Il nous renvoie à ce que nous sommes, nous singularise en tant que société originelle, plusieurs fois millénaire qui, comme toutes les sociétés, évolue et s'enrichit d'apports extérieurs tout en gardant son âme et son ancestralité »*. Cela vaut bien sûr aussi pour le Maroc où la proportion de Berbères est plus forte qu'en Algérie.

2014 : la Chine en tête en Algérie

La Chine, avec 7,44 milliards de dollars conserve sa première place de fournisseur devant la France (5,89 mds), suivie de l'Espagne (4,60 mds), de l'Italie (4,54 mds) et de l'Allemagne (3,44 mds). La France avait occupé la première place pendant un demi-siècle.

Mais c'est en France qu'on veut aller

Selon la lettre d'information de l'ambassade de France, Binatna ("entre nous"), «les demandes de visa pour la France ont augmenté de 60% durant la période allant de 2010 à 2013, pour dépasser en 2013 le nombre de 320 000, et le rythme s'accélère encore en 2014 ». Cela vient notamment de la simplification des procédures, à la demande des gouvernements français et algérien. Le taux de refus est tombé à moins d'un quart des demandes. « si Plusieurs professions, notamment celles de médecin, avocat, entrepreneur ou journaliste, se sont vu accorder des procédures simplifiées avec une hausse du nombre de visas de circulation ». Pour les lecteurs français non avertis, précisons que si environ de 240 000 visas ont été alors accordés (75 % de 320 000), la quasi-totalité correspond à des visites familiales, touristiques ou professionnelles de courte durée et non à l'immigration (14 000 immigrants officiels algériens en 2012).

Dans l'autre sens, le nombre de visas accordés aux ressortissants français souhaitant se rendre en Algérie reste faible. Les journalistes français n'obtiennent que difficilement un visa et pour une très courte durée.